

loi sur la matière dans le droit international de l'Europe, il nous reste à voir de quelle manière ils ont été respectés dans la question du Mexique.

PRÉLIMINAIRES DE L'INTERVENTION.

La révolution commencée au Mexique, pour y implanter la réforme accomplissait son évolution normale au milieu d'une série d'épreuves dont les résultats indiquaient chaque jour sa fore d'expansion parriculaire et l'appui qu'elle rencontrait dans les masses jusqu'alors exclusivement soumises aux tendances rétrogrades du clergé. En 1858, tout le monde pensait qu'il lui serait impossible d'en finir avec ce pouvoir colossal qui disposait d'immenses ressources et comptait en outre sur les secours indirects qu'il était à même de se procurer à la suite de la reconnaissance du coup d'Etat par les Représentans de la France et de l'Angleterre. La lutte avait été longue et terrible, mais enfin elle s'était terminée par le triomphe complet de la Révolution, triomphe d'autant plus glorieux qu'il avait été disputé avec plus de ténacité. Mais aussitôt que le gouvernement légitime voulut traduire en faits les principes régénérateurs proclamés par la réforme, la réaction vaincue sur les champs de bataille de Loma-Alta, Peñuelas, Silao, Calderon et Capulalpam, mais non encore soumise, releva soudainement la tête, et voulut mettre à profit les difficultés naturelles que rencontrait le gouvernement constitutionnel dans son grand travail de réorganisation sociale, politique et administrative, interrompu par les trois années de lutte qu'on venait de traverser. Les restes encore armés du parti réactionnaire se réunirent par petites bandes dans les lieux où l'action du gouvernement ne pouvait s'étendre facilement qu'après avoir complètement pacifié l'intérieur, et chose triste à avouer, ces hordes sans couleur politique, et qui même ne cachaient aucune de leurs espérances anti-sociales,

trouvèrent un appui dans les hommes qui se sont attribués, nous ne savons trop pourquoi, le privilège exclusif des sentimens d'ordre et de modération; et ce qui est pis, dans quelques Représentans des nations étrangères. La diplomatie qui avait déjà commis l'erreur, pour ne pas dire plus, de reconnaître l'abominable dictature d'un Zuloaga et d'un Miramon, s'oublia de nouveau jusqu'au point, nous ne dirons pas de pactiser ostensiblement, mais de voir avec un certain plaisir les courses de ces malfaiteurs qui, depuis le mois de mai 1861, se montraient çà et là, sur les points sans défense, et signalaient en tous lieux leur passage par l'assassinat et la ruine des propriétés. Quelques uns des membres du corps diplomatique ne prenaient pas même la peine de dissimuler leur sympathie en faveur des efforts inespérés que tentait le parti réactionnaire vaincu et méprisé pour s'emparer de nouveau du pouvoir : plusieurs des individus les plus compromis dans l'histoire des trois dernières années avaient trouvé un asile dans leurs légations, et protégés par les privilèges inhérens à ces demeures, ils pouvaient impunément y tramer de nouvelles conspirations.

Cependant les champions de la réforme surmontèrent tous ses obstacles, et continuèrent à travers des périls de toute espèce leur œuvre de réorganisation sociale et administrative. Pendant que la diplomatie s'ingérait à détruire le prestige du gouvernement, à lui enlever ses ressources et à fomenter la discorde jusqu'au sein même du congrès ; lui, fort de l'opinion publique et de la coopération des Etats, en terminait avec quelques unes des bandes qui dévastaient le pays : il cherchait à rétablir la sécurité sur les chemins, essayait un nouveau système de crédit, extirpait petit-à-petit les abus qui subsistaient encore dans l'armée et confondait enfin avec des faits et des résultats positifs ceux qui combattaient et calomniaient la Révolution. C'est que la Révolution actuelle ne ressemble en rien aux insurrections qui se sont jusqu'à ce jour produites en ce pays. Cette Révolution est sortie véritablement des entrailles du peuple qui veut à tout prix en finir avec la routine gouvernementale du passé : elle est soutenue par les masses qui ne veulent plus se soumettre aux caprices des classes privilégiées; et qui, pour marcher d'un pas sûr dans la voie de la civilisation et de l'ordre, repoussent à la fois le despotisme du sabre et l'influence corruptrice du confessionnal. Mais ici comme ailleurs, et de nos jours comme dans toutes les époques, la réforme a dû s'opé-

rer au milieu des ruines du passé et en contrariant les tendances de la diplomatie.

Ce fut pourtant au milieu de toutes ces difficultés inséparables de la condition d'un gouvernement qui veut s'ériger en réformateur, qu'il fut question pour la première fois de l'intervention, et nous allons dire à quelle occasion.

Vers le moins d'août ou de Septembre de l'année dernière, le gouvernement espagnol prévint les gouvernements de France et d'Angleterre de la ferme intention où il était de soutenir par les armes ses réclamations contre le gouvernement mexicain, et termina sa notification en manifestant l'espoir que les cabinets de Saint-James et des Tuilleries se réuniraient à lui pour soutenir, en cette circonstance, leurs griefs communs. Cette démarche fut accueillie favorablement: mais avant de donner le texte de la convention qui en fut le résultat, et de nous expliquer sur le but que paraissaient se proposer les puissances qui la signèrent, il convient d'enregistrer tout d'abord les réclamations que chacune d'elles avait à exercer pour justifier ce déploiement inusité de forces contre un pays dont le plus grand crime consistait dans la situation révolutionnaire où il se trouvait; et, qu'on nous permette de le dire, dans sa faiblesse relative à l'égard des puissances qui se disposaient à l'envahir.

Nous avons inutilement cherché dans les journaux et les correspondances de cette époque les griefs de l'Angleterre; nous n'avons rien trouvé, si ce n'est ce discours prononcé le 22 novembre 1861 devant les électeurs de Kings' Lynn, par un des membres les plus distingués de l'opposition tory dans le parlement anglais, Lord Stanley; et si nous nous en tenons à la lettre de ses paroles, il n'était question en Angleterre, ainsi que les lecteurs peuvent s'en assurer, que de réclamations purement pécuniaires.

Voici la partie de ce discours qui a trait à l'expédition dirigée contre le Mexique.

“Il me reste à parler d'une question de politique extérieure et de l'expédition qui se prépare en ce moment contre le Mexique afin d'exiger du gouvernement de ce pays le règlement des droits des créanciers étrangers et autres. Je ne crois pas possible d'apprécier sai-

nement le côté politique de cette mesure avant d'avoir entendu les explications que le Ministère pourra donner dans le parlement.

“Quant à sa justice, je reconnais qu'il n'y a rien à objecter, car la conduite du gouvernement mexicain nous autorise complètement à intervenir chez lui les armes à la main. Pour ce qui regarde la question d'humanité, j'avoue également qu'il n'y a rien à dire, parce que notre intervention, quelqu'en soit l'effet, ne pourra faire au Mexique une situation plus mauvaise que celle où nous le trouvons. Toutefois, la véritable question est de savoir s'il existe pour l'Angleterre un intérêt proportionné à la grandeur de cette expédition. Si le seul but en était, comme nous l'entendons dire, d'exiger le paiement de telle ou telle dette, je crains, ainsi qu'il arrive souvent dans la vie privée, que les frais du procès n'en dévorent les bénéfices. (Rires.)— Si le but de l'expédition ne s'arrête pas là, si à son arrivée elle trouve, comme il est très probable, qu'il n'existe au Mexique rien qui mérite le nom de gouvernement, que ce pays ne renferme aucune classe d'hommes avec lesquels il soit possible de traiter ou dont on ait à attendre des garanties dans la conduite des affaires publiques qui permettent d'espérer qu'ils accompliront leurs promesses, mon opinion est que nous nous verrons dans la nécessité de constituer un gouvernement dans ce pays.

“C'est là, en tout temps, une tâche difficile à remplir à une si grande distance, et dont la difficulté augmente encore si l'on considère que ce n'est pas une seule nation agissant pour son propre compte, mais trois nations alliées dont l'action combinée est appelée à s'acquitter de cette tâche. Une autre considération appelle notre attention: c'est la manière dont nous prétendons obtenir le paiement des différentes dettes. Le moyen le plus simple est celui que l'on propose: la main mise sur les droits des Douanes. Dans ce cas, nous devons augmenter ces droits; et il importe de savoir si la plus forte partie n'en sera pas payée par nous et si, dans le fait, l'expédition militaire que nous allons entreprendre à grands frais n'aura pas pour résultat de taxer notre commerce au profit de créanciers dont la plupart sont pour nous des étrangers. Je ne veux pas dire, cependant, que ces considérations suffisent pour condamner cette entreprise. Je dis seulement qu'elle présente des points dignes d'examen et que nous

ne devons pas lui donner notre approbation avant qu'il ait été répondu aux questions que je viens de soulever. . . ."

Ainsi donc il n'était encore question que d'argent: dès lors il convient de préciser le total des réclamations de chaque puissance et voici, à cet égard, les chiffres que nous rencontrons, aux pages 303 et 304, d'un ouvrage publié dernièrement sur la matière, par M. Manuel Payno¹.

Détail des sommes dues à des sujets anglais.

Piastres mexicaines.

1° Pour solde du capital en faveur des teneurs de bons de la dette contractée à Londres	51.208,250 00
2° Pour solde de la troisième et dernière convention anglaise	4.175,000 00
3° Pour solde de compte de la conduite de San Luis	7,513 67
4° Pour solde de compte de la conduite de Laguna Seca, y compris certaines réclamations des sujets français et espagnols	338,151 03
5° Pour solde de compte, capital et intérêts compris jusqu'au premier mai 1862 de la réclamation de Saint-Acacio	65,816 68
6° Pour liquidation jusqu'au 4 juin 1860, de ce qui est dû à M. Henri Dalton ²	79,655 72
A reporter	55.874,387 10

¹ *Le Mexique et ses questions financières avec l'Angleterre, la France et l'Espagne* ouvrage publié par ordre du gouvernement.

Nous avons donné, page 102, la somme des réclamations pécuniaires que les puissances alliées avaient à exercer contre le Mexique, et maintenant nous allons en faire le détail.

Entre ces deux sommes les lecteurs trouveront une différence de six millions de piastres environ; et nous devons les prévenir que cette différence provient de ce que nous avons donné, page 102, le chiffre des réclamations tel qu'il a été établi par les conventions célébrées avant le coup d'Etat, tandis que M. Payno y a joint les sommes qui, selon lui, doivent être ajoutées aux anciennes conventions.

² M. Dalton doit remettre à la trésorerie un ordre sur Mazatlán et \$ 103,869 65 cs. en bons.

Piastres mexicaines.

Report	55.874,387 10
7° A MM. Barron et Forbes, 1° pour les certificats numéros 79 et 80 provenant de la conduite occupée par Marquez à Guadalajara; 2° de ce qu'ils ont prêté dans cette capitale; 3° et des intérêts de ces deux sommes calculés jusqu'au premier mai 1862	94,345 47
8° Pour solde de ce qui est dû à M. Edouard Joseph Perry par suite de l'arrangement que le gouvernement a fait avec lui	81,000 00
9° A M. Charles Whitehead, pour la somme qu'il réclame pour son expulsion du pays opérée par ordre de Miramon	12,000 00
10° A M. Thomas Worrall, pour le même motif, mais en y comprenant les intérêts échus depuis trois ans	17,700 00
11° A M. Nathaniel Davidson, pour ce qui lui revient sur la conduite prise par Marquez à Guadalajara	431 94
Total	56.079,864 61

A ces sommes il faut ajouter le montant des intérêts qui montent aux chiffres suivans:

1° Pour solde des intérêts échus en faveur des teneurs de bons de la dette anglaise, calculés jusqu'à la fin du mois de juin 1862	13.058,103 75
2° Pour solde des intérêts échus en faveur des teneurs de bons de la convention anglaise, les dits intérêts calculés jusqu'au 4 décembre 1861	93,689 55
3° Les intérêts et les frais, calculés à 24 p ^o de ce qui est dû pour la conduite occupée à la Laguna Seca	80,000 00
A reporter	69.311,657 81